



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète
Direction des sécurités
Service interministériel de défense et de protection civile**

**Arrêté du - 2 SEP. 2026
portant modification de l'arrêté du 27 août 2026 abrogeant l'arrêté
du 19 août 2026 et plaçant le département de la Gironde
en vigilance orange pour le risque des feux de forêt**

**Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
Préfète de la Gironde**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 741-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 (4°) ;

VU le code forestier et notamment ses articles L.131-3 et L.131-3-1 ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 22 avril 2026 portant nomination de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde,

VU l'arrêté interdépartemental du 7 juillet 2023 fixant le Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies (RiPFCI) pour les départements de la Gironde, des Landes et du Lot et Garonne ;

VU l'arrêté du 20 mai 2019 listant les communes de Gironde à dominante forestière au titre du règlement inter-départemental de protection de la forêt contre les incendies ;

VU la décision du 25 juillet 2026 de la préfète de la Gironde plaçant le département en vigilance noire ;

VU l'arrêté du 27 août 2026 abrogeant celui du 19 août et plaçant le département de la Gironde en vigilance orange pour le risque des feux de forêt ;

Considérant l'avis du comité d'experts feu de forêt en date du 31 août 2026 pour maintenir la vigilance orange ;

Considérant la nécessité de clarifier les conditions d'accès aux massifs sinistrés pour les personnels dûment autorisés ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Gironde,

ARRÊTE

Article 1er : L'article 3 de l'arrêté du 27 août 2026 est modifié comme suit :

Toutefois, à l'intérieur des secteurs impactés par les incendies, la présence humaine libre ou encadrée demeure interdite, à l'exception des personnes ayant un intérêt légitime à accéder à ces zones, notamment les propriétaires et les gestionnaires forestiers pour l'évaluation de leurs parcelles, les services publics dans l'exercice de leur mission et les personnes qualifiées œuvrant pour l'intérêt public et général.

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet de la Préfète de Gironde, les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement départemental de gendarmerie, le directeur du service départemental d'incendie et de secours, le directeur inter-départemental de la police nationale de la Gironde, les services de l'office nationale des forêts (ONF), les maires des communes, le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs.

La préfète,
Pour la Préfète,
Le Sous-Prefet, directeur de cabinet,


Grégory LECRU



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète
Direction des sécurités
Service interministériel de défense et de protection civile**

**Arrêté du 27 août 2026
abrogeant l'arrêté du 19 août 2026 et plaçant le département de la Gironde
en vigilance orange pour le risque des feux de forêt**

**Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
Préfète de la Gironde**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 741-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 (4°) ;

VU le code forestier et notamment ses articles L.131-3 et L.131-3-1 ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 22 avril 2026 portant nomination de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde,

VU l'arrêté interdépartemental du 7 juillet 2023 fixant le Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies (RiPFCI) pour les départements de la Gironde, des Landes et du Lot et Garonne ;

VU l'arrêté du 20 mai 2019 listant les communes de Gironde à dominantes forestières au titre du règlement inter-départemental de protection de la forêt contre les incendies

VU la décision du 25 juillet 2026 de la préfète de la Gironde plaçant le département en vigilance noire

VU l'arrêté du 19 août 2026 plaçant le département de la Gironde en vigilance orange pour le risque des feux de forêt et portant mesures de restrictions

Considérant l'avis du comité d'experts feu de forêt permettant une révision du niveau de vigilance en date du 27 août 2026;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRÊTE

Article 1er : Le présent arrêté s'applique à compter du 28 août 2026 et abroge l'arrêté du 19 août 2026 plaçant le département de la Gironde en vigilance orange pour le risque des feux de forêt et portant mesures de restrictions.

Article 2 : Les mesures restrictives en vigueur dans le règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies du 7 juillet 2023 applicables en vigilance orange sont mises en œuvre jusqu'à réévaluation de la situation et de la vigilance.

Article 2.1 : Sur tout le département girondin, il est interdit :

- d'utiliser des outils de débroussaillage thermique type chalumeau ;
- de brûler des déchets verts à l'air libre ;
- d'utiliser des lanternes volantes ;
- de tirer des feux d'artifices d'initiative privée ;
- de tirer des feux d'artifice d'initiative publique en dehors des feux d'artifice tirés sur l'eau ou depuis la plage en direction du large en dehors des espaces exposés des communes à dominante forestière.

Article 2.2 : Dans les espaces exposés des communes à dominante forestière du département (liste des communes à dominante forestière en annexe), c'est-à-dire dans les massifs forestiers, les espaces en nature de bois, forêts, landes, plantations, reboisements continus et homogènes, y compris les voies terrestres et nautiques qui les traversent, ainsi que dans toutes les zones situées dans un périmètre de 200 m autour de ces espaces, il est interdit :

- d'utiliser du feu à l'air libre et de transporter du feu ;
- de fumer ;
- de jeter tout débris incandescent ;
- d'incinérer des végétaux secs coupés issus de travaux forestiers, de travaux agricoles, de débroussaillages obligatoires ou d'incinérer des végétaux infestés par des organismes nuisibles ;
- de procéder à du brûlage dirigé ;
- de procéder à des chantiers de carbonisation ;
- de pratiquer le bivouac et le camping isolé sur terrain privé ;
- d'utiliser des moteurs thermiques et électriques, des sources d'ignition entre 14h00 et 22h00 sauf pour :
 - propriétaires, exploitants agricoles et apiculteurs,
 - résidents,
 - camions transportant du bois approvisionnant les usines,
 - chasseurs pratiquant la chasse aux sangliers en battue, à l'approche ou à l'affût pour limiter les dégâts agricoles et à la louterie pour régulation de toutes espèces,
 - services publics dans l'exercice de leur mission,
 - personnes qualifiées œuvrant pour l'intérêt public et général (bénévoles et salariés des ASA de DFCI et de leurs unions départementales).

Les chantiers forestiers employant des moteurs thermiques ou électriques, dans les conditions d'utilisation précisées à l'article 32 du règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies (RiPFCI) pour les départements de la Gironde, des Landes et du Lot et Garonne, devront être arrêtés à 13h30 pour effectuer, moteurs arrêtés les tâches d'entretien et de nettoyage afférentes aux activités d'exploitations forestières. Les entrepreneurs de travaux forestiers pourront quitter les massifs forestiers jusqu'à 14h30.

Ces restrictions ne s'appliquent pas aux services publics dans l'exercice de leur mission, aux personnes et aux entreprises réquisitionnées et concourant à la lutte contre les incendies, et les personnes qualifiées œuvrant pour l'intérêt public et général.

Article 2.3 : Les manifestations festives, sportives et culturelles sont interdites entre 14h00 et 22h00 dans les espaces exposés des communes à dominante forestière du département. Hors de ces horaires, elles peuvent se tenir, sauf interdiction municipale et sous réserve d'une surveillance renforcée et de la disponibilité de moyens mobilisables immédiatement en cas de départ de feu.

Dans les espaces exposés des communes à dominante forestière du département, toute présence humaine libre est interdite de 14h à 22h.

Sont autorisés sur l'ensemble de la journée :

- la présence humaine encadrée, définie par le règlement interdépartemental comme suit : pratique d'activité de loisirs en pleine nature par un groupe de personnes, soit avec son propre matériel soit avec un matériel de location, accompagnée d'une personne assurant l'enseignement, l'animation, l'encadrement et la sécurité du groupe durant toute la session de la pratique. L'encadrant doit être en mesure de présenter une carte professionnelle ou un diplôme de certification fédérale dont la mention précisée sur les documents correspond à l'activité exercée lors du contrôle ;
- les sites de loisirs aménagés, des plans-plate et des bases nautiques de loisirs ;
- les Euro Vélo routes 1 (Vélodyssée) et 3 (Scandibérique) ainsi que des pistes cyclables transversales d'accès aux plans plate et stations balnéaires ;
- les entreprises d'exploitation forestière jusqu'à 14h30, des propriétaires, des exploitants agricoles, et des apiculteurs ;
- les résidents ;
- les transporteurs de bois approvisionnant les usines ;
- les chasseurs pratiquant la chasse aux sangliers en battue, à l'approche ou à l'affût pour limiter les dégâts agricoles et à la louveterie pour la régulation de toutes les espèces ;
- les services publics dans l'exercice de leur mission ;
- les personnes qualifiées œuvrant pour l'intérêt public et général (bénévoles et salariés des ASA de DFCI et de leurs Unions Départementales).

Article 2.4 : Dans les communes à dominante forestière et sans restriction horaire, l'accès aux parcelles est accordé pour permettre les activités agricoles, dont l'irrigation, pour les cultures irriguées de plein champ, le maraîchage, ainsi que la viticulture. Sont également concernés par cette autorisation les exploitants agricoles et apiculteurs pour le besoin des animaux. Les prestataires, services de conditionnement et transporteurs liés aux activités mentionnées ci-dessus ont également accès à ces parcelles. Les activités susmentionnées doivent être réalisées en présence d'une réserve d'eau d'un volume approprié, et de moyens de communication permettant de donner immédiatement l'alerte en cas de départ de feu. La présence d'un extincteur est également recommandée.

Article 3 : Toutefois, à l'intérieur des secteurs impactés par les incendies, la présence humaine libre ou encadrée demeure interdite, sauf pour les personnes dûment autorisées.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le préfet délégué à la défense et à la sécurité, le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet de Madame la Préfète de Gironde, les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement départemental de gendarmerie, le directeur du service départemental d'incendie et de secours, le directeur inter-départemental de la police nationale de la Gironde, les services de l'office nationale des forêts (ONF), les maires des communes, le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs .

La préfète,
Pour la Préfète,
Le Sous-Prefet, directeur de cabinet,

Grégory LECRU

Annexe :

COMMUNES A DOMINANTE FORESTIÈRE EN GIRONDE

AILLAS	GUJAN-MESTRAS	PESSAC
ANDERNOS-LES-BAINS	HOSTENS	PETIT-PALAIS-ET-CORNEMPS
ARBANATS	HOURTIN	POMPEJAC
ARCACHON	ILLATS	PORCHERES
ARES	LA BREDE	PORTETS
ARSAC	LA TESTE-DE-BUCH	PRECHAC
AUBIAC	LABESCAU	PUYNORMAND
AUDENGE	LACANAU	QUEYRAC
AUROS	LADOS	REIGNAC
AVENSAN	LAGORCE	ROAILLAN
AYGUEMORTE-LES-GRAVES	LANDIRAS	SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE
BALIZAC	LANTON	SAINT-AUBIN-DE-BLAYE
BAYAS	LAPOUYADE	SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
BAZAS	LARTIGUE	SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE
BELIN-BELIET	LARUSCADE	SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE
BERNOS-BEAULAC	LAVAZAN	SAINTE-HELENE
BIGANOS	LE BARP	SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL
BIRAC	LE FIEU	SAINT-JEAN-D'ILLAC
BOURIDEYS	LE NIZAN	SAINT-LAURENT-MEDOC
BRACH	LE PIAN-MEDOC	SAINT-LEGER-DE-BALSON
BUDOS	LE PORGE	SAINT-MAGNE
CABANAC-ET-VILLAGRAINS	LE TAILLAN-MEDOC	SAINT-MEDARD-D'EYRANS
CADAUJAC	LE TEICH	SAINT-MEDARD-EN-JALLES
CAMPUGNAN	LE TEMPLE	SAINT-MICHEL-DE-CASTELNAU
CANEJAN	LE TUZAN	SAINT-MICHEL-DE-RIEUFRET
CAPTIEUX	LE VERDON-SUR-MER	SAINT-MORILLON

CARCANS	LEGE-CAP-FERRET	SAINT-SAUVEUR
CARTELEGUE	LEOGEATS	SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND
CASTELNAU-DE-MEDOC	LEOGNAN	SAINT-SAVIN
CASTRES-GIRONDE	LERM-ET-MUSSET	SAINT-SELVE
CAUVIGNAC	LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES	SAINT-SYMPHORIEN
CAZALIS	LESPARRE-MEDOC	SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC
CERONS	LIGNAN-DE-BAZAS	SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC
CESTAS	LISTRAC-MEDOC	SALAUNES
CHAMADELLE	LOUCHATS	SALLES
CISSAC-MEDOC	LUCMAU	SAUCATS
COIMERES	LUGOS	SAUGON
COURS-LES-BAINS	MACAU	SAUMOS
CUDOS	MARANSIN	SAUTERNES
CUSSAC-FORT-MEDOC	MARCHEPRIME	SAUVIAC
DONNEZAC	MARGAUX-CANTENAC	SAVIGNAC
ESCAUDES	MARIMBAULT	SENDETS
ETAULIERS	MARIONS	SILLAS
FARGUES	MARTIGNAS-SUR-JALLE	SOULAC-SUR-MER
FRANCS	MARTILLAC	TAYAC
GAILLAN-EN-MEDOC	MASSEILLES	TIZAC-DE-LAPOUYADE
GENERAC	MAZERES	UZESTE
GISCOS	MERIGNAC	VAL-DE-LIVENNE
GOUALADE	MIOS	VENDAYS-MONTALIVET
GRADIGNAN	MOULIS-EN-MEDOC	VENSAC
GRAYAN-ET-L'HOPITAL	NAUJAC-SUR-MER	VERTHEUIL
GRIGNOLS	NOAILLAN	VILLANDRAUT
GUILLOS	ORIGNE	VIRELADE